

Université de Tours  
Presses Universitaires François Rabelais

**MARCHÉ PUBLIC**  
ACCORD-CADRE DE SERVICES

# Impression d'ouvrages pour les Presses universitaires de l'Université de Tours pour la période 2025-2029

**Cahier des clauses administratives  
particulières (CCAP)**

Consultation n°











202505151148

## SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS .....	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	6
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	7
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	9
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	11
8.	LITIGE ET SANCTIONS .....	13
9.	FIN DU CONTRAT .....	15

*Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.*

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Impression d'ouvrages pour les Presses universitaires de l'Université de Tours pour la période 2025-2029
	Acheteur	Université de Tours
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et maximum multi-attributaires de services
	Structure	2 lots
	Lieu d'exécution	SODIS - 128 avenue du marechal de Lattre de Tassigny - 77400 Lagny Sur Marne & SODIS Crègy - rue Ricouardes 77124 Crègy-les-Meaux & Université de Tours - PUFR – 184 Boulevard Jean Royer - 37000 Tours & Université de Tours - PUFR - 60, rue du Plat d'Etain - BP 12050 - 37020 Tours cedex
	Durée	2 ans - 1 reconduction de 2 ans (soit 4 ans maximum)
	Développement durable	Clause environnementale - Critère environnemental
	Pénalités de retard	75 € par jour de retard, 100 € par jour au-delà de 5 jours de retard
	Variation des prix	Révisables
	Nature des prix	Prix unitaires

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

Le présent marché a pour objet l'impression et la livraison d'ouvrages pour les Presses universitaires de l'Université de Tours pour la période 2025-2029.

Les prestations font l'objet de 2 lots, traités par marchés séparés, chaque lot donnant lieu à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande :

- Lot n° 1 : Impression numérique d'ouvrages avec option couvertures offset
- Lot n° 2 : Impression offset d'ouvrages

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations :

**SODIS - 128 avenue du marechal de Lattre de Tassigny - 77400 Lagny Sur Marne**

**& SODIS Crègy - rue Ricouardes 77124 Crègy-les-Meaux**

**& Université de Tours - PUFR – 184 Boulevard Jean Royer - 37000 Tours**

**& Université de Tours - PUFR - 60, rue du Plat d'Etain - BP 12050 - 37020 Tours cedex**

#### ■ Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

#### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

## 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université de Tours**, représenté par le Président de l'Université de Tours (Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel).

#### Adresse et coordonnées :

Université de Tours  
BP 12050- 60 rue du Plat D'Etain  
37020 Tours Cedex 1  
Téléphone : 02 47 36 66 58  
Courriel : [commande-publique@univ-tours.fr](mailto:commande-publique@univ-tours.fr)  
Site internet : [www.univ-tours.fr](http://www.univ-tours.fr)

#### Le service en charge du pilotage du contrat est :

Université de Tours  
Presses Universitaires François Rabelais  
184 boulevard Jean Royer - 37000 Tours

Directeur Editorial : M. Mickael Robert - Email : [mickael.robert@univ-tours.fr](mailto:mickael.robert@univ-tours.fr)  
Responsable de Production : Mme Charlotte Boutreux – Email : [charlotte.boutreux@univ-tours.fr](mailto:charlotte.boutreux@univ-tours.fr)

#### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **Services**.

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **2 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** multi-attributaires en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Type	Objet
Consultation	Impression d'ouvrages pour les Presses universitaires de l'Université de Tours pour la période 2025-2029.
Lot	Lot n°1 - Impressions numériques d'ouvrages avec option couvertures offset <i>Impressions numériques d'ouvrages avec option couvertures offset, aux formats 14,5 x 21 cm, 15,5 x 21 cm, 15,5 x 23,5 cm et 15,5 x 24 cm</i>
Lot	Lot n°2 - Impressions offset d'ouvrages <i>Les prestations objet de ce lot porteront sur :</i> - Classe A : Impressions offset d'ouvrages aux formats 10 x 14 cm, 12 x 17 cm, et 17 x 23 cm - Classe B : Impressions offset d'ouvrages aux formats 14,5 x 21 cm, 15,5 x 21 cm, 15,5 x 23,5 cm, 15,5 x 24 cm, 17 x 24 cm, 21 x 23 cm, 21 x 28 cm et 24 x 28 cm - Classe C : Impressions offset d'ouvrages au format 21 x 27 cm

**Définitions :**

Lot : Unité autonome d'attribution du contrat à l'intérieur d'une consultation

■ **Multi-attribution :**

Le contrat est attribué à plusieurs fournisseurs dans les conditions suivantes :

- Lot n°1 - Impressions numériques d'ouvrages avec option couvertures offset :

Nombre d'attributaires de l'accord-cadre : 2 attributaires maximum

Le fournisseur classé en première position lors de la réponse à l'appel d'offre sera le titulaire n° 1 de l'accord-cadre. Le fournisseur classé en seconde position sera le titulaire n° 2 de l'accord-cadre.

- Lot n°2 - Impressions offset d'ouvrages :

Nombre attributaire de l'accord-cadre : 2 attributaires maximum

Le fournisseur classé en première position lors de la réponse à l'appel d'offre sera le titulaire n° 1 de l'accord-cadre. Le fournisseur classé en seconde position sera le titulaire n° 2 de l'accord-cadre.

■ **Modalités d'attribution des bons de commande :**

Les bons de commandes sont attribués en priorité au titulaire classé premier (titulaire n° 1 de l'accord-cadre). Si celui-ci n'est pas en mesure de répondre favorablement dans le délai exigé ou répond qu'il n'est pas disponible, les bons de commande sont attribués au titulaire classé deuxième.

■ **Présentation des bons de commande :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : Le Président de l'Université de Tours, le Directeur général des services et ses adjoints, le Directeur éditorial des PUFR, les responsables de services

■ **Marchés subséquents :**

En cas de besoin intervenant en cours d'exécution du présent accord-cadre, non encore défini dans le Bordereau des Prix unitaires (BPU) et portant sur le même objet, l'acheteur se réserve le droit de conclure avec le titulaire, un marché subséquent au titre des articles R. 2162-7 à R.2162-9 du code de la commande publique.

Les marchés subséquents peuvent prendre la forme de marchés simples ou d'accord-cadre à bon de commande. Les marchés subséquents s'exécutent selon les mêmes modalités que le présent accord-cadre sauf stipulation contraire mentionnée par l'administration et peuvent notamment prendre la forme d'un bon de commande auquel est annexé le Devis du titulaire.

## 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée globale du contrat et montants :**

Chaque accord-cadre est conclu pour une durée maximale de **48 mois** à compter de sa date de notification, décomposée en 2 périodes comme suit :

Période	Montant maximum de commande	Durée	Complément
Lot n°1 - Impressions numériques d'ouvrages avec option couvertures offset aux formats			
- Période initiale	50 000,00 € HT	24 mois	La durée démarre à compter de la date de notification du marché
- Reconduction	50 000,00 € HT	24 mois	La durée démarrage à l'issue de la fin de la période initiale
Lot n°2 - Impressions offset d'ouvrages			
- Période initiale - montant maximum	500 000,00 € HT	24 mois	La durée démarre à compter de la date de notification du marché
- Reconduction - montant maximum	500 000,00 € HT	24 mois	La durée démarrage à l'issue de la fin de la période initiale

■ **Modalités de reconduction :**

Le contrat est reconduit de manière tacite. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 1 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

■ **Délai des bons de commande :**

Les délais maximums d'exécution des prestations sont fixés dans le cahier des charges.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG, le délai d'exécution part à compter de l'envoi au titulaire du BAT définitif accepté et validé par les PUFR.

■ **Délais de remise des documents :**

Le jour de la livraison, le titulaire remet un Bordereau de livraison tel que demandé dans le cahier des charges.

#### ■ Reconduction anticipée du contrat :

Si le montant maximum d'une période est atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

#### ■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est  $P = P_o \times (I_m / I_o)$ .

P = prix révisé

P<sub>o</sub> = prix initial

I<sub>o</sub> = valeur de l'index au mois M<sub>o</sub>

I<sub>m</sub> = valeur de l'index pour le mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
Identifiant 010765398	Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 17 et 18 – Papier et carton, Travaux d'impression et de reproduction

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis.

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **de manière périodique**.

Le coefficient est calculé une première fois le 01/07/2026.

Le coefficient est ensuite recalculé tous les 6 mois.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

#### ■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### ■ Offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

#### ■ Modification du grammage :

En cas de modification de grammage de papier pour un gramme inférieur, du fait du titulaire, tel qu'indiqué au point 3 du Cahier des charges, le titulaire de l'accord-cadre répercutera la moins-value financière sur la facture.

En cas de modification de grammage de papier pour un gramme supérieur, du fait du titulaire, tel qu'indiqué au point 3 du Cahier des charges, le titulaire de l'accord-cadre prendra à sa charge la plus-value financière.

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 5.2. Conditions de paiement

#### ■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 15 000,00 € HT. Le taux de cette avance est fixé à 10% (option B du CCAG).

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

#### ■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

#### ■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;



- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

#### ■ Périodicité des paiements :

Chaque bon de commande fera l'objet d'une facturation distincte à terme échu.

Si le délai d'exécution est supérieur à 3 mois, le titulaire peut bénéficier sur demande, d'acomptes intermédiaires à hauteur des prestations réalisées. Il devra en ce cas, justifier de l'avancement des prestations.

#### ■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par acompte (articles R2191-20 et suivants du Code de la commande publique).

#### ■ Remise des demandes de paiement :

Service facturier (SFACT)  
Université de Tours  
60 rue du Plat d'Etain  
37020 Tours cedex  
Téléphone : 02 47 36 64 35  
Courriel : [sfact-marches@univ-tours.fr](mailto:sfact-marches@univ-tours.fr)  
Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

#### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Emballage :

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables.

Par dérogation à l'article 20.2.1 du CCAG, la livraison doit être réalisée par unité distincte et non en vrac selon les dispositions indiquées dans le cahier des charges.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG, l'acheteur est propriétaire des emballages.

#### ■ **Modalités de livraison :**

Les fournitures et/ou services doivent être livrées dans les conditions définies dans le cahier des charges et ses annexes.

Il incombe au Titulaire de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la livraison dans les meilleures conditions (contact téléphonique avant livraison pour prendre rendez-vous, le cas échéant personne supplémentaire aidant au déchargement et/ou transpalette pour une livraison en étage ou dans un local isolé, etc ...).

Conformément à l'article 21 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Chaque livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille outre les mentions demandées dans le cahier des charges : la date d'expédition, la référence du contrat, l'identification du titulaire et des fournitures livrées.

#### ■ **Stockage des fournitures :**

Le titulaire n'est pas tenu de stocker les fournitures après leur admission.

#### ■ **Transport :**

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

## **6.2. Vérification des prestations**

#### ■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

#### ■ **Opérations de vérification des fournitures et/ou services :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Le délai de vérification est fixé à 15 jours. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui

contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes :

Vérificateur principal : Mme Charlotte Boutreux – Responsable de Production - Email : [charlotte.boutreux@univ-tours.fr](mailto:charlotte.boutreux@univ-tours.fr)

Vérificateur suppléant : M. Mickael Robert - Directeur éditorial des PUFR - Email : [mickael.robert@univ-tours.fr](mailto:mickael.robert@univ-tours.fr)

## **Développement durable**

■ **Clause environnementale :**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

■ **Statistiques relatives aux achats de biens recyclés :**

Conformément au Décret n°2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire fournit au plus tard le 31 Mars de l'année N+1 les montants annuels commandés des produits issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.

## **6.3. Autres stipulations**

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## **7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **7.1. Obligations courantes du titulaire**

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début

d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Les tâches essentielles imposées par l'acheteur devant être effectuées directement par le titulaire sont les suivantes :

- Prestations d'impression d'ouvrages
- Prestations de façonnage

## 7.2. Obligations liées à la sécurité

### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

### ■ Disposition particulière :

Tous les fichiers correspondant aux ouvrages fournis par les PUFR en vue de leur impression, restent la propriété exclusive de l'Université de Tours.

Le Titulaire est responsable des documents qui lui sont confiés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou ses délégués. Tous les documents éventuellement détruits ou détériorés seront à refaire à la charge du Titulaire. Aucun document ne peut être détenu indûment par le Titulaire, le pouvoir adjudicateur ou ses délégués se réservant un droit de contrôle.

A la fin de l'exécution de chaque opération, le Titulaire s'engage à restituer, à sa charge, dans les meilleurs délais, les originaux et documents ayant servi à la réalisation des prestations.

Par ailleurs, le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à conserver pendant cinq ans les fichiers .pdf ayant servi à la réalisation des travaux d'impression notamment dans l'éventualité d'un retraitage.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, pour chaque commande, en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt les pénalités forfaitaires cumulatives suivantes :  - 10 % du montant du bon de commande dans le cas où les ouvrages sont livrés après le 1 <sup>er</sup> office du mois - 5 % du montant du bon de commande dans le cas où les ouvrages sont livrés

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	<p>après le 2ème office du mois  - 5 % du montant du bon de commande dans le cas où les ouvrages sont livrés après le 3ème office du mois  - 10 % du montant du bon de commande dans le cas où les ouvrages sont livrés après le 4ème office du mois</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du bon de commande concerné.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>
Autre pénalité	Le titulaire est tenu de livrer les quantités d'ouvrages commandés par le pouvoir adjudicateur. Dans le cas où, la livraison serait incomplète, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer, après mise en demeure, une pénalité forfaitaire correspondant à 10 % du montant des ouvrages non livrés.
Pénalité pour tout manquement aux autres obligations contractuelles	Une pénalité de <b>250€</b> par manquement aux obligations contractuelles constatées sera appliquée.
Pénalité pour non-respect des engagements pris en matière de développement durable	En cas de non-respect des engagement pris en matière de développement durable, le titulaire encourt une pénalité de <b>350 €</b> par constat
Plafonnement des pénalités applicables sur la durée de l'accord-cadre	Le montant total des pénalités applicables ne pourra excéder 15% du montant commandé sur l'accord-cadre.

## 8.2. Autres stipulations

### ■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises> <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif d'Orléans  
28 rue de la Bretonnerie

45057 Orléans Cedex 1  
Téléphone : 02 38 77 59 00  
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr  
Télécopie : 02 38 53 85 16

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

### ■ Propriété intellectuelle :

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

### ■ Garantie :

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 12 Mois.

### ■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Emballage* de l'article 6 du contrat déroge aux articles 20.2.1 et 20.2.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *délai d'exécution* de l'article 4 déroge à l'article 13.1.2 du CCAG.

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)